

Institutions

Yves Bertoncini : « L'Europe est un sujet clivant »

Depuis avril 2011, Yves Bertoncini est le nouveau secrétaire général du think tank Notre Europe fondé par Jacques Delors. EurActiv.fr l'a rencontré.

27/06/2011 [notre europe](#)



Yves Bertoncini © Droits réservés

Comment en êtes vous venu à vous intéresser aux affaires européennes ?

Ma première confrontation avec la construction européenne a eu lieu en 1985 en gare de Bordeaux. Je rentrais de vacances.

A l'extérieur se déroulait une manifestation des ouvriers Renault qui protestaient contre la délocalisation de leur usine en Espagne et au Portugal, futurs membres de ce qui était encore la Communauté économique européenne. Un sujet d'actualité qui n'a pas vraiment changé.

Par la suite, je l'ai abordé de façon plus concrète et institutionnelle en étudiant au Collège d'Europe à Bruges. Passer un an parmi des Européens venus des quatre coins du continent est une expérience unique.

Cet établissement est connu pour former une élite qui gravite ensuite dans les affaires européennes, à tous les niveaux. N'y a-t-il pas un décalage entre ce monde et celui des citoyens ?

Le grand défi actuel de l'Union européenne est justement son ancrage dans le réel, mais il est vrai que pour certaines personnes travaillant dans les affaires européennes, ce n'est pas une priorité. Cette vision s'explique par l'histoire même de la construction européenne.

Les pères fondateurs n'ont jamais demandé l'avis des peuples, mais leur démarche était particulière. Ils oeuvraient pour la paix, profitable à tous.

A l'inverse, quand vous liberalisez un service public, il y a forcément des perdants. Pourtant, l'idée d'agir pour le bien commun perdure au sein de l'élite européenne pour laquelle l'ancrage dans le réel semble parfois secondaire. Même s'il y a eu de grandes avancées démocratiques au sein de l'UE.

Comment faire évoluer ces mentalités ?

[Un think tank comme Notre Europe](#) doit servir à cela. Nous nous adressons aux décideurs, en leur fournissant des analyses qui prennent de la distance par rapport à leur agenda politique. Dans le même temps, nous cherchons à amener les citoyens à réfléchir sur le sens de l'Europe. D'où notre participation à la création des Etats généraux de l'Europe, qui se sont déroulés en 2007, 2008 et 2010 et qui sont des événements ouverts à toute la société civile.

Mais il est vrai que les parlementaires et commissaires européens restent de grands inconnus et que les espaces publics sont toujours nationaux.

La thématique européenne pourra-t-elle imprégner la présidentielle de 2012 ?

Des personnages comme Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, tous deux députés à Strasbourg, s'en serviront sûrement. L'Europe est un sujet clivant, le référendum de 2005 nous l'a bien montré.

Mais il ne faut pas oublier une chose : l'Europe ne peut pas tout. Il est faux d'affirmer que 80% de notre législation vient de Bruxelles. C'est un mythe.

Et qu'est-ce qui intéresse les citoyens lors d'une présidentielle ? L'éducation, la protection sociale, la sécurité. Des domaines dans lesquels l'intervention de l'UE est très faible. C'est en survendant l'UE et ses capacités que la lassitude se crée dans la population. Les pêcheurs ou les agriculteurs savent que l'UE s'occupe d'eux, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Ceux qui combattent l'UE feront des voix dessus. Reste à savoir si ceux qui la promeuvent, sauront bien la défendre.

La montée des populismes, du repli sur soi, la crise de l'euro...la construction européenne marquerait-elle le pas ?

Cette crise n'est pas celle de l'euro, mais du modèle financier de type américain et de la dette. Des erreurs ont été faites avec la Grèce, mais la monnaie unique va très bien. Il suffit de regarder son taux de change.

Depuis 2010, des réformes encore impensables en 2008 ont été lancées par les dirigeants européens dans le domaine de la gouvernance économique. Les Etats ont peut-être renforcé leur pouvoir par rapport aux institutions communautaires, mais il faut voir l'intérêt général qui est de sauver la Grèce.

Quant au populisme, il a toujours existé. Mais il est plus problématique que des leaders de partis traditionnels reprennent de telles idées.

Propos recueillis par [Jean-Sébastien Lefebvre](#)